

CRISE FINANCIERE : L'INEXORABLE EFFONDREMENT CONTINU !

Depuis la crise financière de 2008 déclenchée par la crise des subprimes, les économistes et les capitalistes traditionnels expliquent de façon pathétique que la crise est passée et que tout est sous contrôle. Ce qui est faux.

Ils réduisent d'ailleurs la crise financière du capitalisme à une crise bancaire ce qui est une stupidité. Les banques ne sont qu'une partie de la financiarisation et même si elle est la plus visible, c'est sans doute la partie la moins importante.

Pour y comprendre quelque chose, nous dirons que schématiquement, il y a deux branches dans le monde de la finance. D'un côté les banques, qui sont théoriquement soumises à de strictes régulations de fonds propres et de trésorerie depuis la crise, régulations qui ont pour impact de diminuer leur rentabilité. De l'autre côté, nous trouvons un monde de finance parallèle, le shadow banking (finance de l'ombre) qui offre les mêmes services sans pour autant obéir aux mêmes règles et contraintes.

Pour faire face aux profils risqués des « clients » (entreprises, multinationales, classe moyenne, etc...), les banques n'ont pas le droit d'avoir des créances trop douteuses pour rester dans un cadre légal (Bâle 1, Bâle 2, Bâle 3). Elles vont donc se tourner naturellement vers le « shadow banking » ce qui se traduit par « la finance de l'ombre ». Et de quoi sont constituées les finances de l'ombre ? Ce sont des fonds de toutes natures : fonds d'investissement, fonds de « private equity » qui rachètent les dettes ou le capital d'entreprises avec de très forts effets de leviers ainsi que des « hedge funds » .

Le Conseil de stabilité financière, créée par le G20 au moment de la crise pour soi-disant contrôler ces transactions financières, estime que le shadow banking pèse 75 000 milliards de dollars, c'est à dire davantage que toutes les grandes économies du monde additionnées ! !

Mais évidemment, comme un effet boomerang, le lien entre le shadow banking et les banques ressurgit lorsqu'il faut payer...Et c'est là que cela se gâte !

1) AU TOUR DES BANQUES ITALIENNES

Depuis 2008, toutes les banques ont remis 100 « Bâles » dans la machine, c'est à dire qu'elles ont développé le shadow banking comme jamais.

Le G20 et les institutions internationales se vantent d'avoir réglementer strictement le fonctionnement des institutions bancaires. Et 8 ans plus tard, nous devons constater leurs « réglementations » ne servent à rien puisque les banques italiennes et autrichiennes sont hors clous.!!

Après les difficultés grecques, puis chypriotes, voilà que les 9 principales banques italiennes sont au bord de la faillite ! Elles ont accumulé plus de 360 milliards de « créances douteuses » que l'on peut d'ores et déjà assimilées à des dettes, notamment avec la banque japonaise Nomura. Mais aussi, les ont doublé leurs créances avec les PME-PMI italiennes qui représentent une grande partie du tissu industriel du pays. Les créances douteuses représentent donc plus de 25% du Produit intérieur brut de l'Italie !

La Monte dei Paschi, la plus ancienne banque du monde, fondée en 1472, est en faillite. La Banca Monte dei Paschi di Siena (MPS) possède 27 milliards d'euros de créances douteuses dont elle veut se débarrasser le plus vite possible avec le soutien de l'état et de la BCE. Sauf que l'état italien ne peut faire face...

Le 29 juillet dernier, la BMPS a procédé à un vaste plan de cession de créances douteuses, pour une valeur de 9,2 milliards d'euros et espère une augmentation de capital pouvant aller jusqu'à 5 milliards d'euros. Ce qui est très drôle c'est que cette banque a enregistré en 2015 un bénéfice net de 390 millions d'euros, son premier en cinq ans... Et au premier semestre 2016, elle annonçait encore un bénéfice net de 302 millions d'euros, preuve que les comptes et bilans ne veulent aujourd'hui rien dire, tellement la corruption et le shadow banking font rage !

Le gag, c'est que le président de la banque centrale européenne appelée à renflouer les banques italiennes n'est autre que Mario Draghi, lequel avait présidé la Banque d'Italie de 2006 à 2011 ! Selon la BCE et le test plus ou moins bidon qui vient d'être effectués sur 51 banques

européennes pour tester leur « résistance ». Evidemment, tout va bien même s'il faudrait 882 milliards d'euros pour éviter la nouvelle crise ! Un détail...

2) LA CRISE SANS FIN !

Bizarrement, pourtant, les économistes sont assez rassurants : la plupart assure que la situation des maisons de crédit est bien meilleure qu'au lendemain de la crise des subprimes de 2007, y compris en Europe. D'autres sont moins optimistes en regardant les performances boursières. En dix mois, la Bourse de Shanghai a perdu 40% de sa valeur, celle de Milan 30% et le CAC 40 navigue 25% au-dessous de son niveau d'août dernier. Ce qui fait dire à Albert Edwards, le stratège de la Société générale qui avait prédit la crise des subprimes, que Wall Street devrait plonger bientôt de... 70% !

Au delà de la déconfiture des banques italiennes qui est au devant de la scène médiatique, c'est surtout l'accélération de la financiarisation et de son corollaire, la corruption qui rend le monde très dangereux.

Aujourd'hui, les économistes de tous poils sont bien embêtés. Leur grille de lecture ne fonctionne plus :

- La planète déborde de liquidités

A partir de 2009. La Fed américaine et la Banque centrale européenne ont injecté des sommes colossales. Le monde ne sait que faire de 21.000 milliards de dollars de monnaie, trois fois plus qu'en 2007 et... dix fois plus qu'en 2000 ! Certes, cela a permis momentanément d'éviter une récession généralisée. Mais elle a surtout favorisé la spéculation et la corruption.

- Spéculation et corruption généralisée

Au premier rang de ces bulles créées par ces tonnes de liquidités, la bulle obligataire. Avec la baisse des taux d'intérêts, ces placements en obligation étaient en or. Mais si les taux remontent à la suite de l'arrêt de la politique de quantitative easing, ce sera catastrophique.

Plus encore, comme les rendements des bons classiques du trésor ne leur suffisaient, les capitalistes financiers ont inventé des titres plus rémunérateurs. Baptisés «high yield», ces placements à rendement élevé sont souvent générés par les pays émergents et le secteur pétrolier.

C'était le nouvel Eldorado jusqu'à l'effondrement des cours du brut et le plongeon des émergents. Ces titres sont devenus des «junk bonds», très risqués, et surtout impossibles à revendre. C'est ainsi qu'un fonds spéculatif américain spécialisé Third Avenue a même été contraint de suspendre ses remboursements.

Cet effondrement des « High Yield » a un double effet sur l'approfondissement de la crise financière. D'une part, cela accélère la crise des pays émergents et producteurs de pétrole qui sont pour la plupart en récession et cela provoque des faillites en chaîne des fonds d'investissements dans les pays développés.

Il est aujourd'hui évident que les capitalistes financiers ne maîtrisent plus rien. Leur logique les dépasse comme elle ne l'a jamais fait par le passé. Mais que dire des « politiques » qui font croire qu'ils peuvent par quelques mesures techniques maîtriser leur gouvernance. D'où le fait que massivement, tous ceux qui se portent candidats pour gérer le capitalisme lors des prochaines élections n'ont qu'une seule stratégie : réduire l'espace à « gouverner » par un protectionnisme n'a aucun avenir.

C'est seulement accompagner la financiarisation dans ce qu'elle a de plus dangereux : un chaos généralisé et d'une « barbarisation » de la planète. La combattre pour l'anéantir est devenue une nécessité.